

Statu quo politique en Russie face aux répercussions de l'invasion de l'Ukraine *par Gilles Favarel-Garrigues*

A la veille de l'élection présidentielle de mars 2024, le maintien au pouvoir de l'élite dirigeante défie les observateurs de la vie politique russe. Fondée notamment sur l'imposition de sanctions économiques et financières, la politique occidentale n'a pour l'heure nullement réussi à décrédibiliser les dirigeants russes aux yeux de la population. L'invasion russe de l'Ukraine et ses effets diplomatiques ne semblent pas non plus affecter une opinion sensible à la réaffirmation de la souveraineté nationale à l'échelle mondiale. Le statu quo s'explique par le verrouillage du jeu politique, la mise au pas des voix critiques et l'adhésion tacite d'une grande partie de la population à des discours glorifiant la nation et démasquant ses ennemis.

Répression politique et réaffirmation de l'ordre moral

En Russie, la machine judiciaire tourne à plein régime pour sanctionner toute expression publique d'une critique ou d'une contestation du point de vue officiel sur la guerre en Ukraine. Selon OVD-Info, en novembre 2023, ce sont près de 20 000 personnes qui ont été arrêtées pour avoir défendu, dans la rue ou sur les réseaux sociaux, une opinion jugée répréhensible à propos du conflit¹. La répression se nourrit des nouvelles incriminations apparues dès mars 2022, dans le sillage de l'invasion russe de l'Ukraine, tout en puisant dans l'arsenal répressif façonné durant les deux premières décennies du règne poutinien. D'une part, des centaines de personnes sont condamnées au pénal pour des délits de « diffusion publique et délibérée de fausses informations sur l'emploi des forces armées de la Fédération de Russie » (242 personnes début décembre 2023) et de participation à des « actions publiques visant à discréditer l'emploi des forces armées de la Fédération de Russie » (137 personnes à la même date)². D'autre part, la législation déjà en vigueur contre l'apologie du « terrorisme », sur la participation à une organisation « extrémiste » ou le soutien aux « agents étrangers » et autres « organisations indésirables » sert à museler de nombreux militants politiques et défenseurs des droits de l'homme. L'intimidation s'appuie aussi sur des sanctions plus ciblées : les jeunes sont menacés d'être mobilisés sur le front ukrainien, tandis que les mères risquent de perdre la garde de leurs enfants.

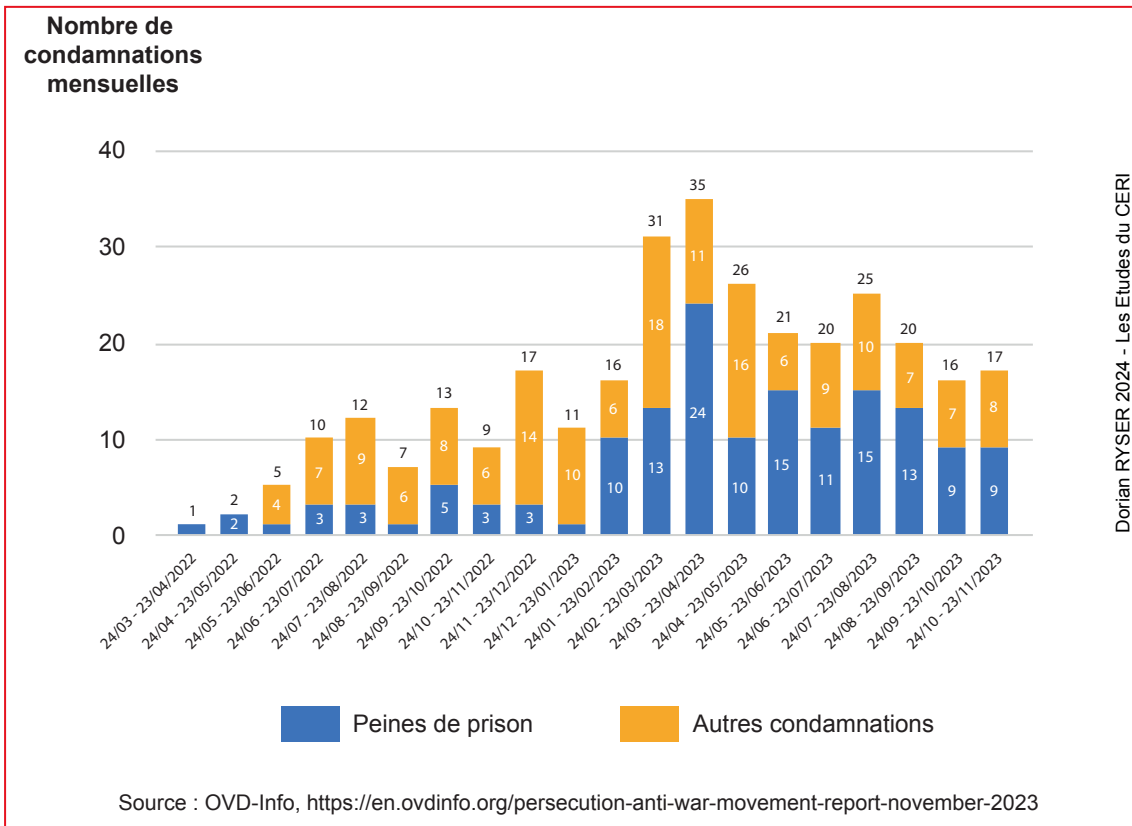
Cet arsenal répressif se déploie dans un contexte de forte méfiance interpersonnelle, liée à la peur de la délation. Depuis février 2022, la dénonciation de personnes jugées critiques à l'égard de l'offensive russe a fortement progressé, comme le montre l'augmentation des signalements adressés tant à la justice qu'à l'autorité de régulation d'Internet (Roskomnadzor)³. La délation se déploie dans la vie quotidienne : les voix contestataires surveillent leurs propos dans les lieux publics, les transports en commun et les réseaux sociaux, tandis que les enseignants, les écoliers et les lycéens s'exposent à des risques

¹ OVD-Info, « Persecution of the anti-war movement report », 29 novembre 2023, <https://en.ovdinfo.org/persecution-anti-war-movement-report-november-2023>

² OVD-Info, « Anti-war criminal cases », <https://repression.info/en/articles>

³ Natalia Granina, « Sila strakha rabotaet » (La force de la peur fonctionne), *lenta.ru*, 24 avril 2023, <https://lenta.ru/articles/2023/04/24/donos/>

Figure 2
Répression en Russie de l'opposition à la guerre
en Ukraine, mars 2022-novembre 2023



Dorian RYSER 2024 - Les Etudes du CERI

dès lors qu'ils émettent un point de vue critique, en classe ou en ligne. Cette surveillance mutuelle ouvre la voie à de fréquents règlements de compte. Elle suscite aussi des vocations de délateurs, qui multiplient les signalements aux autorités. Au sein des élites dirigeantes, des personnalités occupent également ce créneau et se vantent de livrer aux autorités des célébrités jugées suspectes, notamment dans le monde de la culture. C'est notamment le cas d'Ekaterina Mizoulina qui, à la tête de la Ligue pour la sécurité d'Internet, traque les contenus illégaux ou jugés amoraux et dénonce publiquement les rappeurs qui tiennent des propos à ses yeux répréhensibles. C'est également le cas de Vitali Borodine, ancien policier passé dans la sécurité privée, familier des « points chauds » (Syrie, Crimée, Donbass), qui se spécialise désormais dans la dénonciation des journalistes travaillant à ses yeux pour le compte de l'ennemi. Emblématique de ces détenteurs de pouvoir multipositionnés, connecté aux élites politiques tout en revendiquant d'agir au nom de la société civile, il a désormais pris la tête d'une structure nommée « Projet fédéral sur la sécurité et la lutte contre la corruption », dont le sigle (FPBK) copie celui de la fondation dirigée par Alexeï Navalny (FBK). Se vantant d'être la bête noire des fonctionnaires corrompus, Vitali Borodine prétend par la délation « montrer au peuple les ennemis de notre temps »⁴.

⁴ Lilia Iaparova, « Znakomtes' : Vitalii Borodin – aktivist, napisavchii donos na izdanie 'Proekt' » (Faites connaissance : Vitali Borodine – l'activiste qui a dénoncé la publication « Proekt »), *Meduza*, 20 juillet 2021, <https://meduza.io/feature/2021/07/20/znamomtes-vitaliy-borodin-aktivist-napisavshiy-donos-na-izdanie-proekt>

La répression vise en premier lieu des cibles usuelles, telles que les militants politiques, les responsables d'ONG critiques, les journalistes, les artistes et les universitaires, mais s'étend désormais aussi aux avocats. Dans le prolongement des affaires Navalny, les derniers porte-voix de l'opposition libérale font les frais d'un acharnement judiciaire inédit. Longtemps proche de l'opposant Boris Nemtsov, assassiné en 2015 à Moscou, Vladimir Kara-Mourza écope en avril 2023 d'une peine de 25 ans de prison pour « haute trahison », en lien avec ses opinions politiques. Condamné en décembre 2022 à huit ans et demi de détention pour avoir « discrédité » les forces armées russes, Ilia Iachine, un des rares députés municipaux d'opposition dans la ville de Moscou, voit sa peine confirmée en appel en avril 2023. Les militants des droits de l'homme sont également persécutés, comme le montrent par exemple la dissolution le 27 avril 2023 du centre Sova, une ONG qui fait autorité dans la lutte contre le nationalisme et le racisme en Russie, ou les interpellations opérées en août au sein de Golos, une association spécialisée dans la dénonciation des fraudes électorales.

Contraint de s'expatrier pour survivre, le monde du journalisme critique est lui aussi sévèrement frappé. Le 15 février 2023, Maria Ponomarenko, qui travaille pour le site web d'actualités *RusNews*, est condamnée à six ans de prison pour avoir relayé de « fausses informations » sur le bombardement de Marioupol par l'armée russe. De même, la correspondante au Tatarstan de Radio Free Europe/Radio Liberty, Alsou Kourmacheva, est placée en détention provisoire le 23 octobre 2023 pour avoir manqué aux obligations que lui impose l'assignation comme « agent étranger ». Les journalistes russes ou binationaux réfugiés à l'étranger ne sont pas à l'abri de la justice russe, comme le montrent la condamnation par contumace d'Ilia Krasilchtchik à huit ans de prison pour diffusion de « fausses informations » ou les poursuites lancées contre Masha Gessen. Enfin, pour la première fois depuis la guerre froide, un journaliste américain a été placé en détention : il s'agit d'Evan Gerchkovitch, journaliste au *Wall Street Journal*, arrêté à Ekaterinbourg le 30 mars 2023 et accusé d'espionnage.

A la liste des victimes de la répression politique s'ajoutent artistes et universitaires. L'expression est surveillée dans le monde de la musique, du théâtre et du cinéma. Rappeurs et musiciens doivent prêter allégeance au pouvoir pour éviter des démêlés judiciaires, par exemple en se produisant dans le Donbass occupé. Dans le monde du théâtre, l'affaire du spectacle *Finist, le vaillant faucon* a marqué les esprits. L'auteure (Svetlana Petriïtchouk) et la metteuse en scène (Evguenia Berkovitch) de la pièce, jouée pourtant à Moscou depuis 2021, sont placées en détention provisoire le 6 mai 2023. Elles sont suspectées d'apologie du terrorisme, sous prétexte d'évoquer le destin de femmes russes qui, après un contact sur Internet, partent en Syrie épouser des islamistes. Les deux artistes risquent jusqu'à sept ans de prison. Leurs poursuites suscitent l'émotion dans le monde du théâtre, russe et international. En novembre 2023, la condamnation à sept ans de détention d'Alexandra Skotchilenko, arrêtée à Saint-Pétersbourg en avril 2022 pour avoir remplacé les étiquettes de prix dans un supermarché par des messages dénonçant l'offensive en Ukraine, a également suscité une vive émotion. Les dénonciations touchent en outre le monde universitaire : suite à un signalement de ses étudiants, une professeure de mathématiques est par exemple licenciée et judiciairement sanctionnée d'une amende pour avoir proféré en classe des propos « discréditant » l'emploi des forces armées, tandis qu'un professeur d'histoire et plusieurs étudiants de Saint-Pétersbourg sont renvoyés pour un motif similaire.

Alors que les cibles recensées étaient déjà dans le collimateur du pouvoir en place, la présence d'avocats dans la liste témoigne de la transgression d'une ligne plus inhabituelle. L'arrestation le 13 octobre 2023 de Vadim Kobzev, le défenseur d'Alexeï Navalny, et de deux autres collègues pour « participation à une organisation extrémiste » défraie à

ce titre la chronique. Elle rompt avec une période où, même si les procès étaient perdus d'avance, les avocats des opposants pouvaient néanmoins exercer leur activité professionnelle sans être inquiétés outre mesure⁵.

La répression s'accompagne d'un renforcement de l'ordre moral, visant notamment à gouverner la sexualité. Dès novembre 2022, le législateur étend l'interdiction de la « propagande » des relations sexuelles « non traditionnelles », qui visait initialement à protéger les mineurs, à l'ensemble de la population. Adoptée en juillet 2023, une loi interdisant la transition de genre prévoit des sanctions contre les soignants. En novembre de la même année, la justice considère comme « extrémiste » le « mouvement civil international LGBT ». Bien que cette assignation ne corresponde pas au nom d'une organisation dûment enregistrée, elle fait planer la menace de poursuites judiciaires sur l'ensemble des représentants de la communauté LGBT+, qui doivent veiller à ne pas faire publiquement état de leur préférence sexuelle. Toute forme de militantisme associée à cette cause, y compris l'affichage de symboles tels que l'arc-en-ciel, devient ainsi passible de la loi. De même l'idée de soumettre les étrangers se rendant en Russie à la signature d'un « contrat », dans lequel ils s'engageraient notamment à ne pas promouvoir les relations sexuelles dites « non traditionnelles », ressurgit fin 2023.

La répression des opinions politiques et des minorités sexuelles s'appuie sur la surveillance d'Internet. En février 2023, des hackers révèlent comment le Roskomnadzor met en œuvre la censure, en vérifiant l'usage de mots clés jugés suspects, en surveillant experts, journalistes et artistes considérés comme des « agents étrangers » et en s'équipant afin de mieux contrôler les images et vidéos. Ce travail aboutit à l'effacement de 150 000 pages internet et publications sur les réseaux sociaux, ainsi qu'au blocage de l'accès à près de 100 médias russes ou étrangers et à plus de 600 sites ukrainiens. De nombreux réseaux privés virtuels (ou VPN) sont bloqués sur le territoire russe au cours de l'été 2023. Visant aussi bien les médias que les blogs, les sites militants que les réseaux sociaux étrangers, cette politique incite à la dénonciation et favorise la multiplication des justiciers anonymes⁶.

Haro sur les « turbopatriotes »

Alors que l'ennemi principal des dirigeants russes revêt de nos jours les traits d'un traître à la solde du monde occidental, il doit partager l'affiche avec une autre figure d'adversaire, associée aux ultranationalistes jugés trop radicaux. Si cette orientation répressive a déjà été observée dans le passé, elle semble réactivée depuis le début de l'été 2023. Après une série d'attentats, imputés aux services secrets ukrainiens, visant des personnalités ultranationalistes – la journaliste et militante Daria Douguina le 20 août 2022, le blogueur Vladlen Tatarski le 2 avril 2023, l'écrivain et homme politique Zakhar Prilepine le 6 mai 2023 –, le gouvernement russe met hors d'état de nuire les leaders susceptibles de le menacer. Cette offensive contre les « turbopatriotes » frappe des personnalités plus proches du pouvoir que les « libéraux », mais qui n'hésitent pas à critiquer l'action gouvernementale, notamment la conduite de l'offensive armée. A quelques mois du scrutin présidentiel de mars 2024,

⁵ Renata Mustafina, « Comment devient-on "prisonnier politique" en Russie ? Métamorphoses d'une catégorie entre héritage dissident et expertise des droits de l'homme », *Politix*, Vol. 132, n° 4, 2020, pp. 125-154.

⁶ Voir la *timeline* « Internet en Russie, de la paix à la guerre (2010-2022) » préparée dans le cadre du projet Resistic, <https://timeline.resistic.fr/resistic/timeline>. Sur la régulation du numérique en Russie, voir Françoise Daucé, Benjamin Loveluck et Francesca Musiani (dir.), *Genèse d'un autoritarisme numérique. Répression et résistance sur Internet en Russie, 2012-2022*, Paris, Presses des Mines, 2023.

l'administration cherche à empêcher la montée en puissance d'un candidat plus radical, auréolé d'une légitimité militaire et susceptible de concurrencer l'actuel chef de l'Etat. Rappelant le général Alexandre Lebed, un tel leader pourrait en outre chercher à occuper la place laissée vacante par Vladimir Jirinovski, le politicien démagogue décédé en avril 2022, qui parvenait à capter une partie des voix protestataires.

Le cas le plus mémorable est de toute évidence celui d'Evgueni Prigojine. Après avoir ouvertement critiqué la stratégie militaire russe en Ukraine, le sulfureux homme d'affaires redoute que la compagnie militaire privée qu'il dirige, Wagner, soit absorbée par le ministère de la Défense. Le 24 juin 2023, Evgueni Prigojine défie le Kremlin en dénonçant les mensonges du ministre de la Défense sur le conflit en cours et en déplaçant des milliers d'hommes vers Moscou pour le déloger. Il appelle les Russes à le rejoindre dans son combat contre les élites fédérales corrompues. Dénoncé comme un « traître » par Vladimir Poutine, poursuivi pénalement pour appel à l'insurrection, il rebrousse cependant chemin au bout de quelques heures et se replie au Bélarus. Les enquêtes le visant sont abandonnées, puis il disparaît jusqu'au 23 août 2023 : ce jour-là l'avion dans lequel il se trouve avec d'autres dirigeants de Wagner explose en plein vol. Sa disparition brutale est généralement imputée aux dirigeants russes, désireux de se venger deux mois après son coup de force.

Le chantage à l'insurrection opéré par Evgueni Prigojine en juin provoque des répercussions sur d'autres personnalités liées au monde militaire. C'est le cas du général Sergueï Sourovikine, suspecté d'être proche du rebelle : il est démis de sa fonction de commandement des troupes russes en Ukraine, à peine quelques heures avant l'explosion de l'avion dans lequel se trouve Evgueni Prigojine. C'est aussi le cas d'Igor Guirkine, alias Igor Strelkov, un militaire habitué des zones de combats dans l'espace postsoviétique depuis le début des années 1990. Ayant joué un rôle clé lors de l'invasion de la Crimée et l'occupation du Donbass en 2014, il défend des thèses nationalistes radicales. Critiquant l'action du ministère de la Défense depuis mars 2022, il épargne de moins en moins le chef de l'Etat jusqu'à son arrestation en juillet 2023. Placé en détention provisoire et soumis à une enquête menée dans le plus grand secret, il est accusé d'avoir voulu appeler à des activités « extrémistes » sur Internet.

La crise provoquée par Evgueni Prigojine éclaire la cohésion des élites et l'adhésion de la population à la politique menée. Fondée sur le partage de valeurs et la peur de la répression, cette cohésion se traduit par le fait que nul ne s'est risqué le 24 juin 2023 à soutenir le rebelle contre les autorités dirigeantes. Une telle situation montre que la stratégie diplomatique occidentale vis-à-vis de la Russie a pour l'heure échoué. L'un des objectifs de la politique de sanctions consistait en effet à miner la légitimité du gouvernement, à accroître le ressentiment afin de pousser la population et une partie des élites à s'opposer au pouvoir en place. Pour l'heure, aucun des deux scénarios envisagés – la révolte de la population, la division des élites dirigeantes – n'a vu le jour en Russie. Le soutien de la population aux dirigeants ne peut être apprécié, faute de sources disponibles, mais aucun signe de désaffection massive ne semble être observé. Les enjeux liés à la démocratie et à la défense des droits de l'homme ne concernent qu'une partie réduite de la population, urbanisée, éduquée et relativement aisée. Le vieillissement démographique renforce vraisemblablement l'adhésion aux priorités gouvernementales.

Comme l'a montré le test Prigojine, les élites sont elles aussi demeurées loyales. C'est notamment le cas dans les régions : rares sont les initiatives locales qui semblent échapper à une supervision fédérale. Le Nord-Caucase fait sur ce point exception : au-delà des habituelles démonstrations d'autonomie de Ramzan Kadyrov en Tchétchénie, les agressions antisémites qui se sont déroulées au Daghestan à partir de la fin du mois d'octobre 2023 ont semblé prendre de court les autorités. En dehors de ces exceptions, l'allégeance au pouvoir

en place est de mise au sein des élites dirigeantes locales. Contrairement aux scrutins précédents, les élections régionales de septembre 2023 n'ont créé aucune surprise : les autorités exécutives restent sous le contrôle du pouvoir fédéral. La campagne permanente contre la corruption des élites politiques et administratives renforce cette cohésion, en provoquant régulièrement des condamnations et des peines sévères, comme l'illustre l'emprisonnement pour douze ans de l'ancien ministre Mikhaïl Abyzov pour délinquance économique⁷.

*

* *

Toutes les conditions sont donc réunies pour assurer un triomphe à Vladimir Poutine en 2024. Le président peut non seulement compter sur le soutien de l'administration fédérale et des pouvoirs régionaux, mais aussi sur l'appui de représentants de la société civile cooptés par le pouvoir et d'artistes enthousiastes. Le succès du chanteur Iaroslav Dronov, alias Chaman, est à ce titre emblématique : multipliant les hits patriotiques depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, il soutient avec ferveur le chef de l'Etat. Il contribue à l'autocélébration d'une nation qui, à grand renfort d'expositions grandioses et de spectacles édifiants, se gargarise de sa souveraineté reconquise.

⁷ Voir sur ce sujet Gilles Favarel-Garrigues, *La verticale de la peur. Ordre et allégeance en Russie sous Poutine*, Paris, La Découverte, 2023.

Pour citer cet article : Gilles Favarel-Garrigues, « Statu quo politique en Russie face aux répercussions de l'invasion de l'Ukraine », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 273-274, février 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].